



Parlement européen, condamnation quasi unanime de l'Algérie : pour nous c'est non !

Le 23 janvier, le Parlement européen a adopté une résolution^[1] condamnant l'arrestation à Alger de l'écrivain franco-algérien Boualem Sansal et exigeant sa libération. Ce dernier est détenu depuis soixante-dix jours en Algérie pour : " atteinte à l'unité nationale".

Le vote^[2] a été acquis par 533 voix pour, 24 contre et 48 abstentions. Le texte avait été soumis de manière transpartisanne par plusieurs groupes politiques : les socialistes, le Parti Populaire Européen PPE, les *Conservateurs et réformistes européens CRE*, les libéraux de Renew et les écologistes. En ce qui concerne les députés français, les socialistes et les écologistes ont unanimement voté pour, les macronistes de renew, la droite de LR et ceux du rassemblement National aussi. Dans cette unanimité le vote des représentants de LFI s'est partagé entre quatre contre et deux abstentions.

À la suite de ce vote, une campagne virulente a été déclenchée contre tous ceux qui avaient osé voter contre et l'on a vu ressurgir à cette occasion les arguments éculés à base de *Stalinisme* allant du Parti Socialiste en passant par les écolos jusqu'aux macroniens, aux Républicains et au Rassemblement National. Pour ne citer qu'un seul exemple, la sénatrice PS Laurence Rossignol a accusé les Insoumis qui ont voté contre d'être " les nouveaux staliniens " : " Hier Alexandre Soljenitsyne, aujourd'hui Boualem Sansal " tandis que de son côté, Retailleau, le chasseur de travailleurs immigrés, sommait LFI de s'expliquer sur son vote.

Tous ces héros de la démocratie et du respect des droits de l'homme, s'ils sont prompts à dégainer pour accompagner les politiques impérialistes sont par contre d'une rare discrétion lorsqu'il s'agit de condamner, en passant aux actes: la rupture des relations économiques et politiques avec l'État colonial d'Israël, le génocide perpétré à Gaza ou lorsqu'il faut exiger la libération du plus vieux prisonnier politique G. I. Abdallah qui croupit dans les prisons françaises depuis quarante ans à la suite d'un procès truqué !

Cette union rappelle follement celle qui a prévalu tout au long de la guerre d'Algérie qui de Guy Mollet et Mitterrand, en passant par la droite et le Pen proclamaient l'Algérie française et s'attaquaient à tous ceux qui contestaient cette vision des choses et militaient pour une Algérie indépendante. Tous ces fauteurs de guerres coloniales du Vietnam à l'Algérie en passant par les répressions sauvages des peuples en lutte pour leur indépendance ne digèrent toujours pas l'Algérie indépendante et souveraine. Leur haine est celle d'un néo-colonialisme qui voudrait faire de l'Algérie le marchepied de la reconquête de la domination française en Afrique en s'appuyant sur le Maroc dont la servilité aux intérêts impérialistes occidentaux est bien réelle.

Dans une situation où l'Algérie est un des rares pays de la région à soutenir la lutte légitime de libération nationale du peuple palestinien ainsi que celle du peuple Sahraoui au Sahara occidental, il convient pour les forces politiques qui soutiennent l'impérialisme français d'affaiblir la souveraineté de l'Algérie.

Aujourd'hui, des incidents comme l'extradition d'Amira Bouraou, l'affaire du Goncourt attribué au partisan de l'extrême-droite, Kamel Daoud ou l'instrumentalisation de l'arrestation de l'imposteur pro-sioniste Boualem Sansal qui dans une interview à un media d'extrême droite met en cause la souveraineté reconnue de l'Algérie^[3] sur une partie importante du Sahara au profit du Maroc, illustrent cette mécanique du bouc émissaire. En transformant des événements isolés en crises diplomatiques, les dirigeants français cherchent à détourner l'attention des fractures sociales internes en France. L'objectif est clair: fragmenter la société française en désignant des coupables externes, tout en occultant les véritables enjeux économiques et sociaux. En période de crise, cette stratégie permet au pouvoir de se dédouaner de ses responsabilités dans la crise économique, sociale et politique que traverse la France et qui précarise encore plus les classes populaires. Cette politique de division ne

fait qu'aggraver les tensions sociales et internationales. En exacerbant les ressentiments envers l'Algérie, la France s'engage sur une pente glissante, compromettant ses relations avec un partenaire historique et alimente les campagnes racistes anti-immigrés.

Décidément, nous n'avons rien à faire avec ces politiciens ! Notre boussole c'est celle de la lutte pour la libération nationale des peuples contre l'impérialisme et pour le socialisme.

^[1] https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-10-2025-0005_FR.html

^[2] https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/PV-10-2025-01-23-VOT_FR.html

^[3] <https://orientxxi.info/magazine/algerie-maroc-la-frontiere-pilier-du-recit-national,7939>